le

prolétaire

bimensuel p

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

Le revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à le révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restouration de le doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison evec le classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9me ANNEE - Nº 98

15 février - 28 février 1971

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

Les récupérateurs du stalinisme

La mauvaise foi du P.C.F. à l'égard de la « normalisation » tchécoslovaque est tellement évidente, si criante la pauvreté de sa ligne électoraliste, si forte l'exigence d'un oxygène politique nouveau de la part des jeunes générations, qu'il est prévisible que la réaction encore confuse qui se développe depuis quelques années contre l'opportunisme stalinien ne cessera de grandir. Il est fatal pourtant qu'elle erre on ne sait combien de temps à la remorque des formations et tendances qui, à la gauche du P.C.F., se parent d'un prestige « oppositionnel ».

Parmi les multiples candidats à ce rôle, le groupe de « dissidents » qui publie la revue " Unir " tient une place non négligeable, ne serait-ce que parce que le crétinisme démocratique est bien plus efficace et séduisant lorsqu'il se manifeste dans l'opposition. Il représente objectivement l'arme de rechange que fourbit l'opportunisme stalinien en prévision de ses crises, voire de son effritement à venir et, à ce titre, il ne saurait être simplement traité par le mépris.

Nous nous soucions très modérément de savoir si les gens de « Unir » sont sincères et encore moins de déterminer si une telle sincérité est encore possible dans un parti qui s'est nourri d'un demi-siècle d'hypocrisies et de délations, de mensonges et d'assassinats. La réponse à ces questions ne saurait modifier en quoi que ce soit le trait caractéristique commun à tous les transfuges du P. C. F. et qui fait toujours d'eux, en dernière analyse, ses ultimes défenseurs : leur lâcheté intellectuelle devant le vrai visage du faux socialisme russe.

Les rapports entre l'U. R. S. S. et les « pays frères » apparaissent toujours plus ouvertement comme des rapports de spoliation. Quelques informations élémentaires, quelques chiffres même, suffisent à convaincre le premier venu. Les échanges, au sein de cette « communauté des pays socia-listes » sont à l'avantage exclusif de la Russie. La « normalisation » tchécoslovaque est avant tout une parade contre l'invasion des capitaux ouest-allemands dans ce pays. Les démocraties populai-res constituent pour Moscou une *chasse gardée* qu'en raison de sa déficience en capitaux et de la faible compétitivité de ses produits, elle est prête à défendre jusque par les armes. Dans ce socialisme-là règnent l'inégalité sociale et les privilèges, le salaire et le profit, l'accumulation de capital et les prêts à intérêts. La revendication ouvrière, lorsqu'elle parvient à s'y faire jour, est accueillie à coups de mitrailleuses, comme le prouvent les récent évènements de Pologne. Tout observateur honnête, et à plus forte raison s'il est un intellectuel nourri de marxisme, doit savoir y reconnaître la puissance, la dynamique et la tyrannie d'un seul maître: le capital. C'est le point de départ minimum, la condition élémentaire de la plus modeste critique de la Russie et des P. C. occidentaux.

Une fois, avons-nous noté, une voix s'est élevée dans « Unir » pour dire tout crûment la vérité : en U.R.S.S., il y a la loi de la valeur, le salaire, le capitalisme! Mais bien vite noyée dans des bêlements démocratiques — on ne peut pas, sans préparation, infliger une telle désillusion aux fidèles du Par-ti — ou encore sous la niaiserie traditionnelle : en U. R. S. S. les moyens de production ont été arrachés aux capitalistes ! Tel vieux militant du P.C., selon le cri du prêtre qui *exigeait* l'existence de Dieu parce qu'il lui avait sacrifié sa vie, ne veut pas entendre condamner le parti pour lequel il a si longtemps combattu. Un autre s'indigne que Moscou n'ait pas elle-même « respecté la non-ingérence », ait foulé aux pieds les « déci-sions des congrès internationaux ». Un troisième enfin, séduit par la « révolution culturelle », ne s'écarte de l'U.R.S.S. « révisionniste » que pour lorgner du côté du néo-stalinisme de Mao. Mais tous se retrouvent pour condamner les « déformations bureaucratiques » qui ont bon dos et réclamer « plus de démocratie ». L'idyllique « confrontation des idées », comme solution des conflits entre for-ces et intérêts qui déchirent le « monde socialiste » et com-mencent à y dresser exploités contre exploiteurs ! On assassine des prolétaires en Pologne et ces messieurs réclament hautement le droit d'en discuter L'U. R. S. S. pille ses alliés, leur impose ses diktats économiques et politiques; que n'instaure-t-elle avec eux des « rapports loyaux », fondés sur « l'indépendance réelle » et la « liberté de critiquer » ?

La raison de cette cécité niaise, la « déclaration d'intention » publiée par « Unir » dans son numéro 49 du 10/1/ 71 n'en fait aucun mystère.

« Les perversions bureaucratiques et autoritaires » (intervention russe et « normalisation » en Tchécoslovaquie, antisémitisme et répression en U. R.S.S. et en Pologne, NdR), « défigurent et discréditent le Socialisme » dit cette déclaration. Nous affirmons, nous qu'en témoignant par la force des choses de toute la réalité, elles démontrent que l'U.R.S.S. n'est pas socialiste et que c'est cela qu'il faut expliquer aux ou-

Le texte poursuit en signalant que la « normalisation idéolo-gique » imposée au P.C.F. par le « groupe Marchais » interdit ce Parti d'utiliser « les possibilités nouvelles qui se sont révélées en 1968 ». Ces « possibi-lités nouvelles », Garaudy en est le principal théoricien dans sa formule du « bloc historique nouveau » dont nous avons parlé en d'autres occasions et qui consiste à modeler le mouvement ouvrier selon la psychologie et les intérêts de ces nouvelles classes moyennes que constituent ingénieurs, cadres et techniciens. Notons simplement que cette position n'est pas sensiblement différente de calle des Marchais et Séguy qui celle des Marchais et Séguy qui s'évertuent à persuader la classe ouvrière, seule révolutionnaire, qu'elle n'a aucune force politi-que si elle ne s'allie pas à ces couches les moins combatives et les moins révolutionnaires qu'il

Ainsi, par la faute de la brutalité politique des Russes et du mutisme du P.C.F. à son égard, la politique de ce parti — dit "Unir" — « débouche sur une pratique électorale sans perspective réelle ». Il est donc bien clair que le grief de "Unir" à l'égard du P. C. — dont la décomposition opportuniste et stalinienne date précisément de

(Suite page 2)

Ernest Ouandié

Limitée par la faible différenciation sociale du continent, isolée et donc réduite à ses seules forces par la collaboration de fait des dirigeants politique de la classe ouvrière avec les Etats coloniaux, la première vaque de la révolution africaine resta entièrement prisonnière des programmes démocratiques et populaires, se nourrissant d'illusions sur l'aide du camp « socialiste » et de la gauche démocratique des métropoles. S'appuyant sur des forces avant tout urbaines, elle culmina au Congo pour ensuite, avec le reflux des années 60, se réfugier dans les campagnes où il ne reste, à l'heure actuelle, hormis en Guinée-Bissau, que des îlots de guérilla. Ce sont les restes politiques de cette première vague que l'on s'acharne à liquider en fusillant Ernest Ouandié, président de l'Union des Populations du Cameroun, et deux de ses compagnons.

Cameroun, et deux de ses compagnons.

Les masses colonisées, au Cameroun aussi, ont dû se battre seules : les chefs officiels du prolétariat, les partis soi-disant communistes, comme dans toutes les métropoles, avaient monnayé la soumission de la classe ouvrière aux intérêts de la « France éternelle »
contre quelques miettes venant de l'exploitation coloniale.

Ces traîtres à la classe ouvrière ne pouvaient donc que se livrer à une danse macabre que ne pouvaient cacher leurs larmes hypocrites pour les fusillés du Cameroun. Ils ont sollicité la clémence de Ahidjo, chef de l'Etat camerounais, comme si ce dernier pouvait être autre chose qu'un simple instrument. Ils ont reproché à l'Etat français de « n'avoir pas fait un geste », comme si le maître pouvait condamner le garde chiourme qui châtie un esclave rebelle. Encore une fois, ils ont tout fait pour masquer à la classe auvrière la vraie nature de l'ennemi de classe afin que ne se révèle pas la nécessité de la destruction violente de l'Etat du capital dont ils se montrent ainsi les serviteurs les plus zélés.

Nous ne verseront pas de larmes sur le sort tragique d'Ernest Ouandié : révolutionnaire petit bourgeois, il a été vaincu les armes à la main ; il avait juré la mort de son ennemi et n'a pas capitulé en lui demandant grâce au prix du reniement. Les chefs que la lutte s'est donnés, peuvent tomber, les forces sociales qui les ont engendrés demeurent.

Après plusieurs années de reflux des luttes urbaines, des grèves ont éclaté en 1969 au Cameroun comme dans d'autres pays d'Afrique noire. Elles annoncent une reprise future de la Révolution démocratique. Et celle-ci, qu'elle soit proche ou lointaine, verra des conditions radicalement différentes de la dernière vague. Ceux qui ont été seuls verront demain, du même côté de la tranchée contre l'impérialisme, le prolétariat des métropoles qui commence à se réveiller, à l'Est comme à l'Ouest. En même temps, le prolétariat naissant d'Afrique noire pourra capitaliser, parce qu'il a donné, bien que fondu dans la plèbe, toutes ses forces et tout son courage dans la première vague révolutionnaire, les leçons de ses luttes passées à la lumière de la tradition communiste.

Il est vrai que la démocratie petite-bourgeoise n'est pas morte en Afrique noire. Nous y reviendrons dans un prochain article. Mais cette fois, la possibilité historique existe pour que des jalons du communiste révolutionnaire, intransigeant et indépendant, soient posés au cœur des luttes africaines, conditions pour que ces dernières se fondent dans la Révolution communiste mondiale qui, là-bas comme ici, saura frapper sans pitié et définitivement tous les serviteurs du sacrosaint ordre impérialiste et, se souvenant de tous ceux qui sont tombés contre lui, réaliser la vengeance inscrite dans l'histoire.

Misère de l'antimonopolisme gauchiste

"Lutte Ouvrière", oprès la grève générale de mai 68, crut pouvoir être le journal de l' « unité des révolutionnaires » et s'enfla jusqu'à vouloir devenir un « journal de masse ». Finies les époques de vaches maigres où les rares militants trotskystes éditaient de petites feuilles et se querellaient sur la « nature de l'U.R.S.S. » et sur la « révolution coloniale » ! On allait agir, on allait tenter d'organiser des dizaines de milliers d'ouvriers qui rompaient avec le stalinisme, saboteur de la « révolution de mai » ; on allait foncer !

Trois ans après, "Lutte Ouvrière" fonce toujours. Mais vers quel but ? Là est toute la question. Une chose est sûre : si l'on ne sait pas très bien où va le « véritable hebdomadaire », on sait très bien d'où il s'éloigne : des quelques apparences révolutionnaires que la contre-révolution avait imposées, bien malgré lui, au trotskysme.

Violence et révolution

Lorsqu'est abordé le problème du caractère « violent » ou « pacifique » du passage au socialisme, "Lutte Ouvrière", qui se réclame de l' "État et la révolution" de Lénine et veut briser l'appareil d'Etat, n'en tombe pas moins dans un semi-pacifisme qui, pour n'être pas clairement exprimé, n'en est pas moins révélateur.

On nous explique en effet que, si la bourgeoisie ne bougeait pas, la révolution serait peut-être et malgré tout pacifique; toute « l'astuce » de cet argument est qu'on rejette la responsabilité de la violence sur l'adversaire. Or cette position est doublement fausse. D'abord parce que les communistes doivent affirmer que la révolution prolétarienne (internationale et pas nationale, pouvant donc prendre la forme d'une

guerre) sera nécessairement et indubitablement violente. Ce faisant les communistes n' « innovent » pas, mais restent au contraire strictement fidèles à leur tradition de classe. « Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ou-» vrières dans le combat qui les » attend. » Ainsi s'exprimait Marx en 1871. Il ne manifestait pas le moindre doute, pas la moindre hésitation sur le caractère inévitable de la « bataille » et du « combat qui (nous) attend ». Manifester le moindre doute sur le caractère violent de la révolution socialiste, c'est trahir tous les enseignements des défaites prolétariennes passées.

Un exemple est particulièrement significatif : celui de la Hongrie, où le comte Karolyi sortit les communistes de prison, et déclara au nouveau gouvernement formé de sociaux-démocrates et de communistes proclamé le 21 mars 1919 : « Je transmets le pouvoir au prolétariat de Hongrie ». La bourgeoisie poussa la conscience de ses intérêts jusqu'à se dessaisir du pouvoir d'Etat pour éviter l'assaut frontal qui risquait de la détruire, se retirer en bon ordre et regrouper ses forces pour briser, par la suite, le prolétariat. Cet exemple nous prouve qu'il faudra briser par la violence prolétarienne le pouvoir de la classe bourgeoise, soit qu'elle se sente assez forte pour tenir la position de l'Etat, soit que, jugeant la position intenable, elle ait préféré se retirer en bon ordre. Dans ce dernier cas, elle conserverait ses forces intactes si le prolétariat ne la poursuivait dans sa retraite et ne la taillait en pièces.

Il est donc tout à fait faux de dire qu'il n'y aura violence que si la bourgeoisie engage la lutte pour empêcher le prolétariat de prendre le pouvoir. Cette conception est fausse politique-

(Suite en page 6)

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'1. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 89, 91, 93 et 97 du "prolétaire".)

LE TROISIEME ACTE DE LA TRAGEDIE : LES REVOLTES DE LA « MOISSON D'AUTOMNE ET LA COMMUNE DE CANTON ».

La soumission du prolétariat et du mouvement paysan à la bourgeoisie personnifiée par le Kuomintang avait pour conséquence la destruction physique du mouvement révolutionnaire en Chine. La bourgeoisie avait démontré une fois de plus qu'elle n'était capable de diriger un quelconque mouvement révolutionnaire, fût-il seulement national, qu'à la condition que les classes plus révolutionnaires qu'elle se soumettent docilement à ses intérêts mesquins, et que dans le cas contraire, elle devait préalablement les massacrer ; les événements de 1925 - 1927 avaient confirmé point par point la fausseté des thèses de Staline et a contrario l'absolue validité des thè-ses de Lénine et de l'I.C. sur la nécessaire indépendance programmatique et organisative du prolétariat dans la révolution démocratique. thèses du 2^{mo} congrès de l'I.C.). Le stalinisme, c'est-à-dire - répétons-le une fois de plus - la contre-révolution qui était en train de détruire la dictature prolétarienne en Russie, avait sacrifié le prolétariat chinois à

ses propres intérêts nationaux. Après la trahison du gouvernement « révolutionnaire » de Wuhan, la répression et la terreur blanche s'abattent sur toute la Chine. Il vaut la peine de rapporter quelques témoignages sur la vague de répression dirigée contre les ouvriers et les paysans par ceux qui, selon Staline, auraient dû être les chefs de la révolution. La "Cina weekly Review" du 20 août 1927 écrivait : « Voici com-» ment se présente la répres-» sion. Depuis quatre mois, sur tout le territoire contrôlé par Chiang Kaï-shek, on assiste à un massacre systématique. » Cela s'est traduit par la mi- » se en miettes des organisa » tions populaires au Kiangsi, » au Chekiang, au Fukien et » dans le Kwangtung, si bien que dans ces provinces les » quartiers généraux du Kuo-» mintang, des mouvements ou-» vriers et paysans, et des » unions féminines, jadis vigoureuses et résolues, sont devenues des institutions do- » ciles, amorphes, si effective » ment "réorganisées" qu'elles
 » ne désirent qu'appliquer les » volontés de leurs maîtres
 » réactionnaires. Durant ces trois derniers mois, la réac-» tion partie du bas Yangtze étendue, et elle tient » .s'est » aujourd'hui tout le territoire » sous contrôle prétendument
 » nationaliste... Fusiller et pen » dre étalent les méthodes » courantes que l'on complète » désormais par la torture et la » mutilation, ce qui n'est pas
 » sans rappeler les horreurs de
 » l'Inquisition et des époques les plus sombres du Moyen » Age. Les résultats sont im-» pressionnants : les unions » paysannes et ouvrières du » Hunan, probablement les plus » structurées de tout le pays, » sont complètement écrasées. es dirig » pu échapper à l'huile bouil- » lante, au bûcher, au garrot.
 » et à d'autres procédés trop si » nistres pour être rapportés, » ont fui la région ou se ter-» rent dans des cachettes si

Les lecteurs d'AIX - EN PROVENCE, ANGERS, ARLES,
BESANÇON, B O R D E A U X,
BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE
HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON,
MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINTET I E N N E, SOCHAUXMONTBELIARD, S T R A SBOURG, TOULON,

» secrètes qu'on ne peut les

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETAI-RE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences. » trouver... » (Voir Isaacs, p.

Et le secrétariat du Syndicat général des pays du Pacifique rapportait, le 15 septembre : Chaque jour apporte la nouvelle de l'exécution de plusieurs travailleurs, de syndicalistes... Le mouvement de masse est écrasé, et toutes ouvrières les organisations ou paysannes sont en cours de "réorganisation", ce qui ne signifie rien d'autre que ce fait qu'elles sont désorganisées, brisées, et que leurs vestiges sont mis sous la coupe d'individus à la solde des militaristes... A Kiukiang, tout comme à Wuhan, les organisations syndicales ont été dissoutes, et leurs responsables exécutés. La troupe s'est emparée de la plupart des bâtiments syndicaux et a pillé les biens, les documents et les archives inestimables de ces organisations... Ce qui arrive à Wuhan n'est rien d'autre que la répétition exacte de ce qui eut lieu à Canton lorsque le général Li Chi-shen entreprit de détruire, et par la suite de "réorganiser" les syndicats et les unions paysannes ; répétition aussi de ce que connut Shangaï soumis au régime de Chiang Kaï-shek ». (Isaacs, p. 328).

Mais la décapitation du mouvement (des sources partielles indiquent le chiffre de 25.000 prolétaires, communistes et responsables ouvriers et paysans exécutés) et la destruction des organisations ouvrières et paysannes ne furent pas les seuls résultats qu'obtint la réaction bourgeoise. La politique de sou-mission au Kuomintang, pour-suivie par le Parti durant tant d'années, lui aliéna le soutien des masses, qui se sentaient trahies par leurs propres chefs et qui avaient perdu toute confiance dans les directions communistes. Les paysans désertaient leurs organisations et s'éloignaient de la lutte politique. Les ouvriers des villes ne se mobilisaient même plus pour la défense de leurs intérêts immédiats. Ils abandonnaient même le Parti communiste : celui-ci qui, en avril 1927,. comptait près de soixante mille membres, dont 63,8 % d'ouvriers, devait admettre exactement un an après qu'il « n'avait pas la moindre cellule saine parmi le prolétariat industriel ». (Isaacs, p. 329). Les syndicats contrôlés par les communistes, qui au début de 1927 encadraient 200.000 ou-vriers dans le seul Canton, ne comptaient plus à la fin de la même année que 20.000 adhérents, et se révélaient incapables de lancer un ordre de grève générale. A la destruction physique du mouvement s'ajouta donc la démoralisation et la méfiance des masses à l'égard des communistes. Le mouve-

ment était vraiment brisé. C'est à ce moment-là que Staline donna aux communistes l'ordre de se soulever en « reprenant le drapeau du Kuominponsabilité de la défaite fut ensuite rejetée sur la direction du Parti communiste chinois, qui aurait refusé de suivre les directives de Moscou. Quelques dirigeants furent remplacés et le parti qui, lorsqu'il avait en main un mouvement de plusieurs millions d'hommes, avait été contraint de se soumettre à la bourgeoisie, fut poussé, alors que le mouvement était en déroute et que son organisation n'était plus que l'ombre d'ellemême, sur la voie de l'insurrection. C'est ainsi que Staline jeta les derniers vestiges des forces révolutionnaires dans la fournaise d'une aventure désespérée.

Il est intéressant de remarquer comment, après les tragiques événements que nous avons décrits, Staline justifia une nouvelle fois la défaite subie par le prolétariat en soutenant que celui-ci avait « commis une grave erreur en s'opposant comme force autonome à la bourgeoisie, avant que celle-

ci ne se soit complètement discréditée ». La bourgeoisie chinoise s'était discréditée, c'est vrai, mais du même coup elle avait aussi détruit la force organisée du prolétariat et des paysans chinois. Cependant, la contre-révolution mondiale incarnée en Staline réclamait le sacrifice du prolétariat chinois, et elle le fit sous la forme d'un ordre de « passer à l'attaque », quand la défaite était assurée, alors que l'insurrection avait été interdite au moment où la victoire aurait été possible.

A la fin de l'année 1927, le

parti communiste chinois,. dont

la direction avait opportuné-

ment été « réorganisée » selon les ordres de Moscou, donna le

signal d'une série de révoltes paysannes qui se nourrissaient du désespoir des masses soumises à une répression impitoyable, et que l'on connaît sous le nom de « révoltes de la moisson d'automne ». Toutes échouèrent nécessairement et se soldèrent par la destruction des dernières forces révolutionnaires du mouvement paysan. A Wuhan et dans d'autres villes, les communistes tentèrent sans grand succès de soulever le prolétariat, mais en général ils n'étaient même plus en mesure de proclamer une grève générale, puisque tous les syndicats avaient été ou détruits ou « réorganisés ». A Canton, le 13 décembre, le Parti organisa une insurrection en essayant de profiter d'un conflit momentané entre plusieurs généraux et « seigneurs de la guerre » qui avait éloigné de la ville les troupes du général Li Chi-shen. Les forces du parti à Canton étaient de l'ordre de 3.000 à 4.000 combattants, dont un seul détachement de cadets de l'académie militaire de Whampoa. « La "fermentation révolutionnaire" était si intense que les communistes n'osèrent même pas lancer un ordre de grève » (Isaacs, p. 340). Tous les espoirs de victoire dépendaient d'une attaque qui devait prendre au dépourvu les troupes du Kuomintang pendant la nuit. Par la suite, l'insurrection fut avancée du 13 au 11, pour des raisons de sécurité. Dans la nuit du 10 les insurgés attaquèrent différents endroits de la ville ; dans l'après-midi du 11, une partie de la ville était aux mains des insurgés ; ceux-ci proclamèrent la Commune, et constituèrent un gouvernement provisoire qui par des moyens de fortune put imprimer un manifeste, distribué aux ouvriers, « pour leur faire savoir que la révolution avait enfin eu lieu » (Isaacs, p. 343), et que les revendications du prolétariat et des paysans pauvres allaient enfin être satisfaites par le jeune gouvernement soviétique. Mais l'extraordinaire victoire de cette poignée de com-battants héroïques venait trop tard et elle se heurta fatalement au reflux du mouvement de masse. Les mêmes mots d'ordre qui, quelques mois auparavant, auraient mis en mouvement des centaines de mil-liers d'ouvriers, s'ils avaient été lancés alors que le mouvement était encore vigoureux, ne recurent l'approbation d'une partie du prolétariat cantonais, car le mouvement était maintenant brisé. La proclamation de la Commune ne réussit même pas à mettre en grève tous les ouvriers, et ce furent les bateliers et les cheminots de Canton qui transportèrent les troupes destinées à écraser le gouvernement révolutionnaire. Dans cette terrible situation, les communistes résistèrent cependant jusqu'au soir du 13 décembre à l'assaut de forces infiniment supérieures. La fin des combats signifia le début de la répression générale contre les ouvriers, qui furent fusillés, brûlés vifs, déca-pités par milliers.

Le commentaire de l'Internationale Communiste, désormais toute à la dévotion de l'Etat russe, à cette tragédie, fut qu'elle avait été « juste et nécessaire », et qu'il y avait eu seulement quelques « erreurs de direction », de caractère local. Bref, tout allait pour le mieux, et le Parti communiste chinois « avait à continuer l'organisation de soulèvements nouveaux

plus importants et plus victorieux sur la crête de la nouvelle dont vague révolutionnaire Canton avait été le signe avant-coureur » (Isaacs, p. 348-349). En réalité, avec la Commune de Canton c'est toute une période révolutionnaire qui se termine pour le prolétariat chinois. La classe prolétarienne s'était mise en marche à partir de 1920 et, avec la masse des paysans pauvres, avait animé un mouvement révolutionnaire d'une importance énorme ; un mouvement qui, sous la direction du Parti communiste, aurait pu battre à la fois l'impérialisme mondial et la bourgeoisie chinoise et imposer à la Chine la dictature du prolétariat. Mais ce mouvement magnifique n'atteignit pas cet objectif - qui aurait signifié la reprise du mouvement du prolétariat à l'échelle mondiale parce que sa force avait été mise au service de la bourgeoisie chinoise par la politique de communiste l'Internationale liée à l'Etat russe désormais sur la voie de la complète dégénérescence. Le stalinisme a vendu les prolétaires chinois à la bourgeoisie, la bourgeoisie a écrasé le prolétariat chinois et s'est assuré une position de force pour écraser le prolétariat dans tous les pays.

Ce n'est pas un hasard si 1927 est justement l'année où Staline et ses sbires liquident définitivement l'opposition de gauche en Russie. La suite des événements et le caractère même de la révolution chinoise, qui aboutira en 1949 à la constitution d'un Etat national chi-nois indépendant, ne s'expliquent qu'à la lumière des tragiques événements de 1925-1927. En effet, la défaite du prolétariat chinois et la répression à laquelle il fut soumis favorisèrent le transfert du mouvement révolutionnaire des villes aux campagnes. Le mouvement révolutionnaire ultérieur, en Chine, voit le prolétariat complètement absent et se caractérise comme un mouvement petitbourgeois et paysan, c'est-à-dire complètement enfermé dans les limites de la révolution nationale bourgeoise. Le parti qui dirige ce mouvement, même s'il continue à s'appeler Parti communiste, n'a plus rien de communiste : il est devenu, selon ses propres paroles, le « vrai Kuomintang », c'est-à-dire le vrai représentant de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie chinoises.

La défaite du prolétariat plaçait le Parti communiste chinois devant une unique alternative : ou le rejet de la tac-tique suivie par l'Internationale stalinienne et la réaffirmation du rôle autonome et dirigeant du prolétariat dans la révolution nationale, ou l'abandon total des positions du prolétariat et la continuation de la tactique qui avait mené le prolétariat à la défaite. Le stalinisme avait soumis le mouvement prolétarien à la direction de la bourgeoisie représentée par le Kuomintang, et le Kuo-mintang l'avait écrasé. Il mintang l'avait écrasé. Il s'agissait de tirer les leçons de cette expérience et de revenir à la perspective du marxisme révolutionnaire de Lénine et du II^{me} Congrès de l'I.C., à la perspective de la révolution double : ou bien organiser le prolétariat communiste d'une manière indépendante, politiquement et organisativement, de la démo-cratie bourgeoise et petitebuorgeoise, pour leur arracher la direction des masses prolétariennes et entraîner les paysans pauvres, ou bien rester à la traîne de la démocratie soit bourgeoise, soit petite-bourgeoi-

Dans le premier cas, on peut lutter, même dans la révolution démocratique, pour jeter les bases du communisme qui a comme condition la conquête du pouvoir et la lutte internationale du prolétariat dans les métropoles. Dans le deuxième cas, on subordonne la révolution et le prolétariat aux exigences du développement capitaliste.

Les forces objectives ten-daient à cette deuxième solution. Le prolétariat était vaincu, la répression sévissait dans les villes, en Russie la dictature communiste s'était effondrée sous les coups du stalinisme et des classes non prolétariennes. cn Europe les possibilités de ré-volution prolétarienne étaient nulles pour l'instant, depuis que Staline avait saboté la grève générale en Angleterre. Le parti communiste chinois, forcé de se retirer dans les campagnes, continua exactement sur la voie qu'il avait prise en 1923 ; il répéta que « les trois principes du peuple », c'est-à-dire la perspective bourgeoise de la révolution, étaient ses principes, il fit en sorte que le mouvement révolutionnaire se détache de plus en plus des villes, en reprenant la thèse de Staline sur la nécessité d'une « étape agraire » de la révolution ; il soutint que la défaite de 1925-1927 avait été un simple épisode dû à l'incapacité ou à la trahison de quelques dirigeants, et que la révolution était arrivée à un « de-

(Suite page 5)

Les récupérateurs du stalinisme

(Suite de la 1re page)

son adhésion à l'électoralisme — c'est de ne pas éliminer, par sa fidélité aux Russes, les obstacles à un électoralisme encore plus grand!

Le texte de "Unir" ne laisse à ce sujet subsister aucun doute. Dans son appel en vue de « la discussion... sur les origines profondes des déformations bureaucratiques et autoritaires de l'U.R.S.S. », il inclut la nécessité de « la définition des structures d'un parti révolutionnaire à notre répoque et dans notre pays ». Les voilà qui resurgissent dans cette succursale frondeuse du P. C. F. les voies nationales, les voies nouvelles hautement revendiquées par la maison-mère!

Ces spécialistes qui associent si bien la critique politique et l'exploration des « conditions nouvelles » ne manquent d'ailleurs pas d'aplomb. Ils réclament « la définition d'une stratégie révolutionnaire à partir d'une analyse objective des développements actuels du mode de production capitaliste ». Et, de cette « analyse objective », de ce « développement capitaliste », ils excluent, par une pirouette démocratique, l'imperialisme russe!

Parbleu, c'est bien là que le bât blesse. Fouiller un peu trop dans les « origines profondes » des « déformations bureaucratiques et autoritaires » de l'U.R. S.S. ce serait faire voler en éclat, à la fois le « socialisme

russe » et le parti qui en propage les mensonges. Ce serait se couper — "Unir" dixit — des « dizaines et dizaines de milliers de militants actifs » de ce parti dans lequel « réside encore la force révolutionnaire essentielle ». Cette prudence a des conséquences que Garaudy, dans son discours de Carcassonlargement reproduit par "Unir", exprime nettement : « Quels que soient les griefs que je formule, je continue à considérer que le P.C.F. demeure le parti majoritaire de la classe ouvrière. Le problème n'est pas de lui porter des coups, mais d'obtenir qu'il se transforme ».
Par ailleurs, "Unir", à propos
des élections municipales,
écrit: « Quoi que nous pensions de notre groupe dirigeant... il n'est pas d'autre voie pour nous que de voter et faire voter communiste au premier tour ». Discussion, contestation tant qu'on voudra, mais... rendez-vous de-vant les urnes !

A ceux qui nous diront, comme le fait "Unir", qu'il faut tenir compte des « militants honnêtes » du P.C.F., nous répondrons que la seule honnête té possible à leur égard est celle qui consiste à leur dire la vérité sur le parti qui les trahit et l'ignoble « modèle » dont il s'inspire. Hors de cela, il n'y a aucun « redressement » possible, aucun remède à la pourriture que nous a laissé l'infection stalinienne; rien, seulement sa perpétuation.

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU "PROLÉTAIRE"

Organe du Parti Communiste International

Nº 19 - 15 février - 28 février 1971

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Grèves tournantes et grève générale

La question des formes de lutte est certes très importante dans la lutte de classe et on ne peut la définir ni la résoudre schématiquement en opposant artificiellement une forme de lutte à l'autre : on ne peut concevoir la grève générale comme une formule magique qui résoudrait par elle-même le conflit de classes entre prolétariat et bourgeoisie ; de la même manière, il serait stupide d'imputer à la pratique des grèves tournantes en tant que moyen technique toutes les défaites que la classe ouvrière subit depuis vingtcinq ans.

Les dirigeants syndicaux utilisent un critère faux et antidialectique quand ils mettent au premier plan l'élément technique et organisatif, dans le but de dissimuler le problème central dont les formes dépendent : c'est-à-dire la perspective politique, l'objectif que l'on veut atteindre et qui dicte aussi les moyens et la forme de lutte nécessaires à sa réalisation.

Les bonzes prétendent que la pratique des grèves tournantes est plus efficace parce qu'elle permet une lutte constante et sans trêve qui harcèle l'adversaire, tandis que la grève générale est la lutte d'un seul moment qui a tout au plus un caractère de protestation : après quoi les travailleurs rentrent à l'usine - sans être plus avancés. Nous sommes parfaitement d'accord : l'objectif et la politique des dirigeants syndicaux actuels tendant uniquement à la collaboration entre l'Etat capitaliste et la classe ouvrière, aucune forme de lutte, même la grève générale, ne pourra ja-mais avoir un contenu de classe. Il suffit de rappeler les grèves « générales » lancées par les dirigeants actuels de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) pour les retraites, pour les réformes, contre la répression, qui ne sont jamais allées au-delà d'une manifestation interclasisste concernant tous les citoyens, depuis les boutiquiers jusqu'aux industriels « honnêtes » ; la classe ouvrière n'a rien tiré de ces luttes tournantes qui sont la règle dans toutes les usines.

Nous, communistes, nous sommes pour la grève générale parce que nous tendons au rassemblement de toutes les forces prolétariennes dans un unique front de lutte contre l'Etat capitaliste, mais cet objectif dé-coule directement d'une perspective politique, complètement opposée à celle des dirigeants actuels de la classe ouvrière. Nous, communistes, nous avons pour but final, non la « réforme » du système capitaliste, mais sa destruction violente, et ce but ne peut être atteint que par l'union sur un front unilétariat en lutte contre l'exploitation. Il est donc clair qu'il ne suffit pas d'appeler les travailleurs à la grève générale, mais qu'il faut aussi indiquer les objectifs communs de la lutte, tels l'augmentation générale des salaires, la réduction générale et radicale de la journée de travail, l'élimination de toutes ces formes de division que sont le salaire aux pièces, les primes. la division en catégories, etc. Entre nous et l'opportunisme, il n'y a pas une opposition technique, mais politique : l'opposition des formes de lutte n'est que le reflet d'une opposition totale de programme et de buts politiques.

L'Etat capitaliste est le centre politique et « unitaire » qui garantit les intérêts de l'économie capitaliste et c'est lui que le prolétariat doit briser dans l'ultime choc insurrectionnel, selon le schéma de classe : grève générale économique, grève générale politique, insurrection armée. C'est par là qu'on doit inexorablement passer si l'on veut réaliser l'objectif de la destruction de l'Etat capitaliste.

Mais nous, communistes, nous savons aussi que, si l'Etat représente l'instrument centralisé qui garantit les intérêts du capitalisme en tant que mode de pro-duction, la disposition matérielle et le développement du processus productif se présentent de façon hétérogène et différenciée : petites, moyennes, grandes industries ; déséquili-bre entre les zones développées et les zones pauvres, les secteurs de production fondamentaux et les secteurs marginaux, etc... Et ceci se reflète aussi nécessairement dans une division objective du prolétariat et des conditions de vie et de travail des ouvriers, qui ne sont pas exactement les mêmes selon les qualifications, les catégories, les lieux de production, etc...

Il est clair que cette situation physique réelle où se trouvent les ouvriers entraîne l'existence de luttes de catégories, de secteur, pour des revendications qui peuvent même être particulières et limitées à une seule usine. Mais, tandis que les dirigeants syndicaux actuels « théorisent » et codifient cette différenciation, en opposant la pratique des grèves tournantes à la lutte générale, nous communistes, nous en prenons seulement acte comme du degré le plus élémentaire et le plus embryonnaire de la lutte ouvrière ; dans chaque lutte partielle et locale, nous agissons avec le but précis de faire sortir la lutte des limites étroites dans lesquelles elle est née objectivede développer la conscience de classe, même dans le cadre du moindre atelier, en montrant que « cette » lutte partielle est commune à toute la classe ouvrière : ce n'est qu'à travers l'union de tout le prolétariat dans une lutte générale contre l'exploitation, qu'il est possible de progresser sur le terrain revendicatif, et de préparer le terrain pour la lutte frontale contre l'Etat bourgeois.

Les grèves tournantes théorisées par les bonzes ne pourront jamais sortir des limites de la défense économique, en admettant même que dans l'immédiat, elles gênent effectivement un patron en particulier, ou une entreprise particulière; cette pratique condamne le prolétariat à d'éternelles batailles d'arrière-garde, épuisantes et sans perspectives.

La généralisation des objectifs et des formes de lutte que nous, communistes, nous revendiquons, et pour laquelle nous nous battons depuis toujours sur le plan pratique dans chaque occasion et dans chaque lutte partielle de la classe ouvrière, développe au contraire l'accélération des contradictions du système capitaliste et la conscience révolutionnaire du prolétariat, préparant un terrain fertile pour le but final, qui est la destruction de l'Etat du Capital.

Par conséquent, il ne s'agit pas tant d'une alternative entre « grèves tournantes » et «grèves générales », mais bien d'une alternative entre « perspective révolutionnaire » et «perspective contre - révolutionnai-

Voilà le fossé de classe qui nous sépare des opportunistes et des dirigeants syndieaux actuels, fossé qu'aucune formule technique ni organisative ne pourra jamais combler.

Nantes-Batignolles:

Les gardiens de l'ordre

Coincé entre une bourgeoisie qui prend chaque jour des mesures antiprolétariennes et un prolétariat contraint à l'attaque, l'opportunisme est obligé de laisser entrevoir son véritable visage contrerévolutionnaire. La lutte impose les choix.

Dire au prolétariat qu'il peut s'émanciper pacifiquement quand l'Etat ne fait que renforcer son potentiel répressif, affirmer que l'emploi de la violence n'est pas nécessaire à la classe ouvrière quand la bourgeoisie et le prolétariat commencent à l'employer, tout ceci n'est pas seulement défaitiste : c'est criminel et contre-révolutionnaire. C'est entraver dans la lutte d'aujourd'hui la préparation à la lutte de demain. Ces positions prises par l'opportunisme ne sont pas seulement verbales : pratiquement, elles se transforment en action antiprolétarienne. La grève des ouvriers de Nantes - Batignolles en est encore une preuve.

Quand les ouvriers de Nantes - Batignolles, après plusieurs semaines de débrayages de deux heures aussi stériles qu'inutiles, saccagent les bureaux et déclarent la grève générale et illimitée, les défenseurs de l'ordre et de la paix sociale que sont les bonzes syndicaux et le P.C.F., lancent des tracts dénonçant les « agitateurs » et les « fascistes ». Quand le patronat déclare le lock-out et la mise à pied de quelques ouvriers, ces mêmes « représentants » de la classe ouvrière préconisent la reprise du travail (alors que la lutte est unanime!) et des grèves tournantes (quand la grève est générale!)

Quand la lutte de classe s'impose, les pacifistes dans le mouvement ouvrier ne peuvent qu'essayer de désarmer le prolétariat et l'attaquer. Ce qu'ils font à Nantes-Batignolles aujourd'hui, nul doute qu'ils le referont demain, sur une bien plus large échelle, lorsque l'ensemble du prolétariat menacera l'ordre bourgeois.

"L'efficacité" du travail de sape de l'opportunisme

Lors des grèves de 24 heures de ces derniers mois dans la Fonction Publique, des voix éparses, dans diverses branches et organisations syndicales, ont tenté d'opposer la grève généralisée à la grève partielle, l'augmentation uniforme et chiffrée des salaires aux revendications posées au pourcentage. Il n'en a pas fallu plus pour déchainner les foudres verbales des dirigeants syndicaux. Violence surprenante en raison de l'autorité encore incontestée des directions syndicales et qui peut déconcerter ceux qui formulent à leur égard de premières et timides objections. A l'usage de ces contestataires, qui voient bien comment les pontifes syndicaux stigmatisent leurs modestes suggestions, nous voudrions expliquer pourquoi ils agissent ainsi.

Le grand argument des dirigeants syndicaux, en faveur des grèves de 24 heures et des mouvements limités à une catégorie est celui de **l'efficacité**. Mais efficacité **pour qui ?**

Si l'on considère les résultats de ces grèves pour **l'ensemble** des salariés, on voit qu'ils se réduisent à peu de choses. Une augmentation de salaire de l'ordre de 4 % n'ajoute que quelque 32 F aux rétributions égales à 80 F mensuels, moins de 50 F pour celles qui atteignent 120 F par mois et il faut les rapporter à un salaire de 200 F pour que cette obole prenne quelque consistance eu égard au coût de la vie. Mais cette dernière tranche de salaire n'englobe pas les catégories les plus nombreuses des salariés.

La portée de ces chiffres change encore si on examine de plus près le budget propre aux travailleurs de chacune de ces catégories. Lorsau'il s'agit d'un salcire de 80 à 120 F par mois, l'augmentation compense à peine la hausse des prix des denrées et produits de première nécessité. Pour les salaires immédiatement supérieurs, qui ne sont pas entièrement absorbés par le coût des denrées et produits de première nécessité, cela représente, par un surplus quelquefois non négligeable : la possibilité, par exemple, de couvrir les traites tirées pour l'achat d'un réfrigérateur, c'un téléviseur, voire l'amortissement d'une petite voiture, toutes marchandises dont les prix ne montent pas aussi rapidement, en général, que ceux

des denrées alimentaires et du logement. Les grèves et mouvements qui se soldent par des résultats de cet ordre, présentent donc une certaine « efficacité » pour les catégories déjà **relativement** favorisées.

Les pseudo « luttes » actuelles apportent peu sans doute, même aux catégories les moins défavorisées, mais elles leur coûtent peu également. La perte d'une jour-née de salaire n'est pas dramatique, surtout lorsqu'on peut la compenser par des heures supplémentaires à profusion. En rapport à un résultat modique, mais assorti de risques nuls, il faut mettre l'idée aujourd'hui communément répandue concernant toute lutte réelle, l'énergie qu'elle exige, les dangers qu'elle comporte. Le terme de « sécurisant », aujourd'hui à la mode, convient parfaitement pour qualifier «l'activité syndicale».

Des « actions » sans danger, comme nous l'avons dit ; une « participation » qui se réduit au choix du jour de grève, au gré des convenances personnelles ; une vie syndicale qui se résume au vote annuel pour les élections professionnelles n'ont d'autre objet que de déterminer la «représentativité» respective de chaque centrale; des préoccupations qui se limitent au déchiffrage des inextricables grilles des salaires et à la progression tortueuse des « indices ». En somme, un syndicalisme de tout repos sans risques, pertes de temps et efforts de réflexion.

A ce syndicalisme de torpeur sociale, dont les grèves de 24 heu-

res sont l'expression normale et non l'interruption, il ne faut pas rechercher d'autre explication générale que la lente désagrégation de la force de classe du prolétariat au cours de décennies de collaboration de classe et de « prospérité » capitaliste. Le paradoxe, c'est que cette torpeur, au fur et à mesure que s'amenuise cette « prospérité », se transforme, non pas en révolte, mais en peur. La classe qui « n'a rien à perdre que ses chaînes » redoute encore confusément d'être privée des misérables « signes extérieurs de richesse » que lui a donnés cette éphémère « prospérité » capitaliste. Comme si d'authentiques travailleurs salariés s'étaient approprié la haine séculaire de Jacques Bonhomme contre les « partageux » : face à l'exaspération impuissante de quelques-uns d'entre eux, les ouvriers modernes, dans leur pusillanimité calculatrice, se comportent exactement comme le veulent des dirigeants syndicaux intéressés à évoquer pour eux, sous formes apocalyptiques, les plus élémentaires des formes de

Par les soins de ces dirigeants. tout ce qui tranche quelque peu avec leurs pratiques de négociations tortueuses, et en définitive de pure et simple capitulation devant le patronat et l'Etat, est dépeint sous les jours inquiétants de la « provocation » et de la « machination policière ». A ces catégories apeurées, qui perçoivent brusquement que la lutte des classes, si efficacement étouffée par leurs propres diri-geants, n'a cessé de couver dans l'ombre durant des années, les « séquestrations » de cadres, les vitres brisées, les voitures baaigeonnées au goudron servent Le prétextes considérés comme qutant de présages d'une periode tourmentée face à laquelle il n'est d'autres ressources que « d'être raisonnables », d'accep-

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS: Les samedis 20 février et 6 mars, de 15 h. à 19 h., et les dimanches 28 février et 14 mars, de 10 h. à 12 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5°), métro Gobelins.
- A MARSEILLE: Le samedi 6 mars, de 15 h. à 19 h., au siège du "prolétaire ", 7, cours d'Estienned'Orves (4° étage).

LA C. G. T. ET LES FRACTIONS SYNDICALES

TRIOMPHE DE L'HYPOCRISIE

L'impudence n'est certainement pas le moindre défaut des dirigeants, petits ou grands, de la C.G.T. Ils disposent sans contrôle du réseau d'influence le plus développé du mouvement syndical, en France du moins. Sauf en de rares exceptions, leur politique générale est celle du P.C.F., dont les cellules d'entreprise « doublent » l'activité des sections syndicales, en leur fournissant, en cas de besoin, des commandos prompts à « casser du gauchiste ».

Cela n'empêche nullement ces messieurs, lorsque quelques syndiqués s'acordent sur un programme autre que le leur, de crier au scandale à propos de « travail fractionnel », « qui fausse les règles de la démocratie syndicale ». Dans la présente feuille, qui s'adresse à tous les salariés partisans de la lutte de classe, nous dénonçons cette accusation comme triplement hypocrite: 1° parce que les dirigeants syndicaux qui condamnent les fractions dans le syndicat en furent autrefois les farouches défenseurs ; 2° parce qu'ils constituent eux-mêmes une véritable fraction monopolisant le syndicat ; 3° parce que la « démocratie syndicale » qu'ils prétendent incompatible avec l'existence de fractions n'est qu'une infâme imposture, dans les faits comme dans les

1936 ET LA MORT DES FRACTIONS

Evoquons d'abord le passé de ces vertueux adversaires des fractions. Lors de la réunification syndicale réalisée au Congrès de Toulouse de 1936, la C. G. T. de l'époque, alors dirisée par Jouhaux, imposa littéralement à la C. G. T. U. animée par les communistes la renonciation au droit de fraction. Les vieux « communistes » encore à la tête de la C. G. T. actuelle s'en vantent aujourd'hui : grâce à cette mesure — disent-ils — l'unité à été possible. C'est une présentation mensongère des faits. En réalité, ce fut contre leur volonté que furent abolies les fractions ; ils s'en déclarèrent les victimes et n'y con-sentirent en fin de compte qu'en raison d'impérieuses né-cessités politiques.

Mais il faut rappeler ici ce que signifiait alors l'existence distincte des deux grandes cen-trales que le Congrès de Toulouse réunifiait. Cette dualité existait depuis 1921, depuis les lendemains de la première guerre mondiale au cours de

L'envers des «contrats avantageux»

On sait que la C. G. T. s'est finalement décidée à signer le contrat de la S.N.C.F., prologue d'une démarche identique à l'E.D.F. et peut-être bientôt, dans la Fonction Publique.

Cette médaille a son revers, sur lequel la C.G.T. est bien discrète, mais dont "Le Monde " révèle la teneur : « La S.N.C.F. - écrit ce journal dans son numéro du 28 janvier - devient officiellement une entreprise autonome gérée en fonction des seuls intérêts commerciaux... En outre, la Société poursuit la réduc-tion de ses effectifs: 300.000 agents actuellement, 270.000 prévue en 1974 ».

Merci, M. Séguy, pour les 30.000 emplois laissés sur la « Table ronde » des « contrats fructueux »!

Directeur-Gérant F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP » 1, 3, 5, Boulevard Schloesing MARSEILLE (Xº) - Tél. 77-92-48 Distribué par les N. M. P. P.

laquelle les partis socialistes de tous les pays ainsi que les syndicats qu'ils contrôlaient avaient ignoblement trahi le prolétariat international en exaltant le conflit impérialiste qu'ils avaient promis de combattre et de saboter. Les dirigeants de la C. G. T. française de l'époque, à l'exception de quelques uns, avaient adopté, bien qu'ils ne fussent pas membres du Parti Socialiste, la même position que ce dernier : certains d'entre eux poussèrent leur zèle patriotique jusqu'à faire appeler sous les drapeaux leurs collègues - ministres socialistes, les opposants syndicaux non mobilisables en raison de leur âge ou de leur san-

Contre cette clique de rené-

gats dont Jouhaux était le chef se dessina dans la C. G. T., dès la paix revenue, une tendance qui militait pour le retour du syndicat à la lutte des classes et l'appui actif au mouvement de l'Internationale communiste récemment créée. De congrès en congrès, entre 1919 et 1921, cette tendance s'élargissait en s'efforçant de reconstituer les forces du prolétariat dans les luttes d'après-guerre, tandis que les « majoritaires » de Jouhaux les sabotaient sans vergogne notamment en rendant impossible le mouvement de protestation internationale contre l'intervention blanche en Russie et en torpillant la grève générale des cheminots de 1920. La répression implacable de ce dernier mouvement (25.000 licenciements) montre bien d'aillleurs la ferme volonté de la bourgeoisie française de briser net, en même temps que le réveil prolétarien survenu en France en écho de la Révolution russe, la force syndicale qu'il tentait de se redonner.

Comme cela ne suffisait pas, les chefs déshonorés de la C. G. T. eurent bientôt la certitude que la minorité syndicale allait devenir sous peu la majorité (fin 1920 la fédération de la métallurgie était sur le point de basculer de son côté). Face à cette menace, ils n'hésitèrent pas à exclure en bloc tous les syndicats que cette minorité avait progressivement conquis (aidés en cela par la tendance scissionniste de cetains membres anarchisants de cette minorité). Ainsi naquit la C. G. T. U., qui, durant une dizaine d'années, s'opposa — bien ou mal - comme syndicat de classe à la vieille C.G.T. devenue refuge de réformistes serviles et de complices avérés des gouvernements bourgeois.

Cette opposition reflétait rigoureusement celle qui existait entre Communistes et socialistes, entre l'Internationale syndicale rouge dont le siège était à Moscou et l'Internationale jaune, dite « d'Amsterdam ». Elle fut abolie à la faveur du « grand tournant » international de 1394-36, au cours duquel l'Etat prolétarien russe dégénéré s'inséra dans le « concert international » des puissances capitalistes, les partis communistes abandonnèrent le principe de la dictature du prolétariat pour adhérer à celui de la défense de la démocratie, en un mot lorsque la Troisième Internationale sombra à son tour dans l'opportunisme. L'unification syndicale de 1936, dont les dirigeants actuels de la C. G. T. conservent la nostalgie, consacre en fait la capitulation des communistes devant sociaux - démocrates, transformation des révolutionnaires en réformistes : les « Communistes » acceptent de ne plus s'organiser pour agir en communistes à l'intérieur du syndicat : les fractions sont abolies à l'intérieur de la C. G.

Contre ce droit de fraction. les raisons qui prévalent au-jourd'hui sont les mêmes que celles qui prévalaient hier, sauf que les partenaires ont changé. L'argument des dirigeants actuels de la C. G. T. est identique à celui de Jouhaux et Cie rendre l'unité possible! Mais il s'agit d'unité avec les traîtres à la classe ouvrière et leur programme de trahison : la négociation et non pas la grève, les intérêts de la production capitalistes et non ceux de ses adversaires salariés, la démo-cratie parlementaire et non la dictature du prolétariat!

Heurs et malheurs de cette « unité » s'égrènent tout au long de l'histoire de trente anrenégats du socialisme

nées du mouvement syndical. L'unification pour préparer la guerre dite antifasciste et en réalité impérialiste de 1939, la scission en rapport avec le passage provisoire de l'U. R. S. S. dans le camp de l'Allemagne nazie, l'unité à nouveau avec le retour de la Russie aux côtés des Alliés occidentaux et pour enchaîner les ouvriers à la guerre d'abord, à la reconstruction capitaliste ensuite. Tournant décisif, tout autant pour l'organisation syndicale que pour l'organisation politique : aujourd'hui la C. G. T. « communiste » est parfaitement d'accord, sur le programme final comme sur les objectifs immédiats, avec les autres centrales réformistes et petites bourgeoises. Seuls les obstacles de regroupement parlementaire des « forces de gauche » s'opposent pour l'instant nouvelle « unité » qui, plus encore que les précédentes, renforcerait le contrôle de la bourgeoisie capitaliste sur l'organisation des ouvriers. Les renégats du communisme, en tout cas, y sont prêts, sans n'avoir plus aucune concession à faire puisque, réprimant à leur tour les fractions, ils usent contre les révolutionnaires à venir de l'arme dont on se servit contre eux lorsqu'ils l'étaient encore.

MENSONGE DE LA « DEMOCRATIE SYNDICALE »

Cette mesure qui vise à l'étouffement de toute voix de classe dans le syndicat s'abrite hypocritement derrière un prétendu respect scrupuleux de la « volonté des syndiqués ».

Intérèt national, souveraineté populaire, démocratie véri-: tel est le cadre idéologique dans lequel cette « volon-té » est généreusement invitée à se manifester. Comment pourrait-elle avoir le plus mi-Comment nime caractère de classe lorsqu'elle est ainsi laminée par des formules que les vrais communistes ont toujours dénoncées comme l'expression de la soumission morale et matérielle du prolétariat à la bourgeoisie ?

Le terme de « démocratie » ne définit correctement qu'une seule chose : la forme de l'Etat, c'est-à-dire, dans les sociétés modernes, l'enveloppe politique de la dictature économique et sociale du capital. Le mouvement ouvrier d'autrefois ne l'a pourtant que trop généreuse-ment utilisé dans le but éminemment pratique de n'en retenir que le *mécanisme* : pour déclancher la lutte, il fallait bien se servir d'un moyen quelconque de consultation. Encore celui-ci n'était-il valable que parce que toutes les expressions politiques du mouvement oud'alors demeuraient fidè rier les, quoique avec des acceptions différentes, au socialisme et à la lutte de classe.

De toute façon cette consultation démocratique ne saurait avoir ce caractère sacro-saint et quasi-supersticieux qui sert de paravent aux capitulations les plus honteuses devant le gouvernement et le patronat. La composition de la classe ouvrière se renouvelle constamment par l'afflux de couches d'extraction rurale; les catégories professionnelle anciennes sont souvent acquises à un corporatisme étroit. Il est absurde d'imaginer que la conscience de classe puisse spontanément surgir d'un tel amalgame. Il est fou de penser que le courage, la clairvoyance, la ténacité y soient constants et uniformément partagés. Il est criminel de laisser à la merci de « consultations » opérées dans un cloisonnement ridicule et démultipliées jusqu'à la plus infime cellule professionnelle d'en-

treprise le patrimoine d'expérience acquis au prix du sang par les générations passées. Et, surtout, il est aberrant de croire que, ce patrimoine étant détruit et renié par les chiens de garde du capitalisme, l'organisation syndicale puisse continuer honnêtement à appliquer ses règles scrupuleuses d'autrefois. Un contact étroit entre responsables et salariés, une observation sérieuse du rapport des forces, une élaboration des revendications soucieuse d'éliminer toute concurrence entre travailleurs, qui pourrait prétendre que ces normes traditionnelles du syndicat soient compatibles avec les directives de politiciens soucieux avant tout de grandeur nationale?

UNE QUESTION DE FORCE ET NON DE DROIT

Contre une telle force politique qui monopolise toute l'ac-tivité syndicale en utilisant tour à tour mensonge et terreur, seule une autre force politique peut lutter et lui disputer l'organisation elle-même et, d'une façon plus générale, l'orientation et la direction des grandes luttes à venir.

Cette force est encore à reconstiter parce qu'elle ne peut être que l'émanation du parti de classe, lui-même à reconstruire en tant que facteur agissant et influent. Nous n'en sommes donc que les tout-premiers et extrêmement modestes embryons, contraints encore d'indiquer aux prolétaires la voie à suivre plus que de les y en-traîner. Mais nous affirmons hautement notre but, sans souci des règles statutaires ou des obstacles physiques, et surtout sans invoquer une « démocratie syndicale » qui, lorsque toute l'organisation ouvrière est investie par les agents du capital, est une farce monstrueuse. Nous ne saurions être lâches ou sots au point de réclamer la permission d'agir dans le syndicat à ceux-là même qui, en tant qu'alliés de la classe ennemie, n'y figurent qu'à un seul titre : celui d'usurpateurs. A la « démocratie » pourrie

qu'ils affichent, à « l'unité » frauduleuse qu'ils proposent, nous opposons la seule chose qui puisse les démasquer et détruire leur monopole contrerévolutionnaire : le programme intégral du prolétariat. L'existence d'une fraction révolutionnaire dans le syndicat est une question de force et non de droit! La « démocratie syndicale »

dont ils s'affublent n'est qu'une sinistre comédie : ils enferment les ouvriers dans la division et la confusion, ils usent leur combativité, découragent leurs révoltes ; ils évoquent « la provocation » et terrorisent les salariés en appelant aventure toute grève résolue. Ayant ainsi désarmé les travailleurs, châtré leurs réflexes de classe, entretenu la lâcheté des plus veules, encouragé l'égoïsme des plus cyniques, réduit à l'impuissance - par la contrainte phy-sique, le cas échéant - les plus combatifs, ils peavent à loisir les consulter par le menu, les faire voter sur des moyens d'action qu'ils imposent euxmêmes... et débattre avec les représentants attitrés du patronat les miettes à leur jeter en pâture!

"L'efficacité" du travail de sape

Suite de la page 3

ter les diktats du patron ou de ministre, de renoncer par avance à la lutte avec l'espoir follacieux qu'en conséquence le capitalisme renoncera à la répres-

« L'efficacité » des grèves ae 24 heures, c'est cette neutrali-sation de la riposte ouvrière a l'exploitation et à la menace et le chef d'orchestre, nullement mystérieux, qui sait habillement combiner ainsi la corruption, l'impuissance et la peur qui règnent à l'état endémique dans un prolétariat battu, c'est l'opportunisme. Si des augmentations dérisoires suffisent à pervertir ce prolétariat ; si des catégories salariées acceptent comme « succès revendicatifs » des formes d'action qui réduisent d'autres catégories à la misère : si des masses dont la potentialité est énorme se désarment par avance devant une crise que, de toute façon, elles devront affronter ; si la peur de cette crise leur masque la possibilité et la nécessité d'en étre victorieuses; en un mot si la classe exploitée subit la loi du capital au lieu de la combattre, c'est parce que des partis, nés de la classe ouvrière, et, pour cette raison, encore influents en son sein, sont devenus les auxilicires directs de la bourgeoisie. camouflent en victoires

l'abandon au capital des dernières positions ouvrières de défense. Ils promettent une « garantie du pouvoir d'achat » contre laquelle les capitalistes préparant une savante offensive. Ils signent des contrats sur « l'emploi » avec un patronat qui réclame ouvertement l'élargissement « l'armée de réserve » des cnòexaltent meurs. d'une technique qui dégrade la force de travail et jette à la rue des milliers de salariés. Ils s'attachent, dans tous les domaines. 3 cacher à la classe ouvrière la nécessité de la révolution. Ils la châtrent en faisant de cette révolution un épouvantail. Ils trahissent la doctrine dont ils se réclament et la fonction qu'ils prétendent assumer.

Leur sabotage des luttes immédiates, leur parodie de grèves et leur politique de catégories constituent une seule et même ligne avec leur capitulation idéologique et politique devant le capitalisme. A cette ligne s'oppose. sans concession et comme force indispensable au plus modeste combat des ouvriers, la ligne programmatique du proléturiat révolutionnaire. Disloquer le front de division, d'impuissance et de terreur que cimente l'opportunis. me, tels sont les buts et conditions de toute orientation de classe dans le mouvement syndi-

Proiétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international:

programma comunista journal bi-mensuel

il sindacate resso mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

Réunion générale du Parti

Du 25 décembre au début de l'après-midi, jusqu'au 27 décembre au soir, s'est tenue en France la dernière réunion générale de 1970.

Grâce à la diligence de la section locale, la réunion s'est déroulée dans un ordre et une discipline parfaits ; elle a permis d'enregistrer les premiers résultats de l'activité des différents groupes de travail, du développement de notre réseau organisationnel dans différents pays, des perspectives de développement de nos publications et de prendre des accords pour renforcer et améliorer les activités vitales du parti dans les différents

Nous donnons ici un premier résumé des rapports ; comme d'habitude, ils se rattachent aux exposés faits à de précédentes réunions générales de notre organisation : il ne s'agit pas en effet de « produits finis » mais de bilans de travaux en cours de développement ou, comme nous l'avons souvent dit, de « produits semi-finis » dont le manque de finition, dû à des contingences particulières, n'altère en rien la substance.

Histoire de la Gauche

Comme nous l'avons fait lors d'autres réunions tenues en France, nous avons essayé démontrer par l'exemple du mouvement ouvrier allemand pendant la première guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre, la thèse qui affirme que notre revendication de normes tactiques stables et définies et non laissées au hasard, à la contingence, ou pis aux « choix » géniaux de chefs éclairés, se fonde sur la *prévi*sion scientifique de ce qu'est et sera nêcessairement, dans les différentes phases historiques, de montée ou de reflux du mouvement prolétarien, la position des différentes classes et sousclasses et des partis correspondants. Pour ce qui est des partis, nous nous sommes attachés en particulier à la social-démocratie et à sa filiation centriste (les "Indépendants" en Allemagne) que notre courant de gauche a toujours refusé de considérer comme des « frères », des « cousins » ou des « compagnons de route » possibles, mais a toujours considérés au contraire comme des adversaires par détermination historique, comme des « ailes gauches de l'armée bourgeoise » et

non comme des « ailes droites de l'armée prolétarienne », même si elles se composent en partie, voire en majorité, d'ou-

Cette question n'a rien d'aca-démique ni d'« historiogra-phique », car elle est riche de *le*çons que nous ne devrons jamais oublier dans le présent ni surtout dans l'avenir. Vu la présence de sections et de camarades qui n'avaient pas pu suivre les exposés passés, nous avons rappelé les étapes indignes de l'histoire de la grande social - démocratie allemande, depuis sa capitulation devant la guerre et « l'union sacrée » en 1914 jusqu'à la prise du pouvoir dans la période dramatique qui suivit la défaite, en octobre-novembre 1918. Nous nous sommes arrêtés en particulier sur le jeu froidement cynique du centrisme, théorisé par Kautsky dans ses lettres célèbres à A. Adler, et consistant au moment où le prolétariat allemand, dès 1915, reprenait sa lutte, à dégager sa propre responsabilité de la majorité sociale-démocrate, et à se présenter en qualité d'apôtre de la paix (et bien sûr du « pain » et du « savoir » !) à la

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Suite de la page 2) gré supérieur de développement ». Ce qui en 1923 et 1925 n'était, selon Staline, qu'une soumission temporaire et nécessaire du prolétariat aux exigences bourgeoises, devint une fin en soi, la fin de tout le mouvement révolutionnaire, que non seulement le prolétariat ne pouvait pas diriger, mais auquel il ne pouvait même pas participer réellement. La conséquence de ces positions fut que le prolétariat fut complètement éloigné du mouvement révolutionnaire, et que celui-ci s'implanta dans les régions les plus agricoles et les plus arriérées de la Chine, d'où, après la seconde guerre mondiale, les armées de Mao partirent conquérir les villes ; le mouvement paysan, qui sup-sistait malgré tout après 1927. ne servit pas à redonner de l'oxygène et des forces au prolétariat, mais au contraire toutes les forces subsistantes du prolétariat servirent à marquer le caractère paysan et bourgeois de la révolution. A partir de 1927 le Parti communiste chinois, tout en continuant à s'appeler parti prolétarien et communiste, devient le vrai Kuomintang, c'est-à-dire le vrai parti de la bourgeoisie révolutionnaire ; sa base sociale est constituée par les paysans, ses objectifs sont les trois principes du peuple et la réalisation de l'unité et de l'indépendance non pas au nom de la dictature du prolétariat, mais au nom du « bloc des quatre classes », c'est-à-dire du développement bourgeois. Si on oublie cela, on ne peut comprendre ni la suite de la révolution chinoise, ni les raisons des difficul-tés où se débat actuellement l'Etat chinois ; on ne peut comprendre en somme ce qu'est la Chine d'aujourd'hui, à moins de se contenter de répéter les habituelles formules creuses sur la « pensée de Mao » (ou plutôt « du président Mao ») et sur la grande « révolution culturelle », qui ne disent rien et n'expliquent rien aux yeux du prolétariat occidental, aveuglé par l'opportunisme de partis soi-

L'abandon complet de toute perspective communiste marque la fin de la deuxième période

disant communistes.

révolutionnaire en Chine. La conception prolétarienne et communiste de la révolution mondiale, défendue par les bolchéviks et par Lénine contre les sociaux-démocrates, et qui avait conduit à la victoire de la dictature du prolétariat en Russie et à la formation de l'Internationale Communiste, s'était brisée contre les obstacles que la révolution avait rencontrés en Europe et qui avaient même abattu le bastion prolétarien de Russie ; la chute du pouvoir prolétarien à Moscou avait entraîné avec elle la défaite de la révolution chinoise. C'est en 1927 que l'opposition de gauche est expulsée du parti bolchévique et livrée à la police secrète ; c'est en 1927 que le coude gauche est exclu de tous les partis communistes occidentaux. La défaite du prolé-tariat chinois est donc le dernier acte d'une tragédie dont la scène est le monde entier. Depuis 1914 le prolétariat avait fait son énorme bond en avant en se battant sur son terrain de classe, contre le mode de pro-duction capitaliste. La victoire en Russie en 1917, la défaite en Hongrie et en Allemagne en 1918-19'9, la défaite en Italie en 1920-1923, l'écroulement de la Ressie et la dégénérescence de l'Internationale Commoniste, sont les étapes de ce drame. Le prolétariat ne pouvait vaincre qu'à l'échelle mondiale ; c'est à l'échelle mondiale qu'il fut vaincu et la défaite fut si totale que ses propres organisations de classe passèrent aux mains de ses ennemis et que les partis communistes devinrent ce qu'ils sont aujourd'hui : les plus solides piliers de la conservation bourgeoise. Depuis 1927, tous les mouvements révolutionnaires. dans tous les pays, portent le signe de cette victoire mondiale de la bourgeoisie et de son mode de production, et c'est sous ce signe que se sont déroulés les mouvements nationaux révolutionnaires des pays coloniaux qui n'ont jamais réussi à sortir des limites qui leur avaient été imposées par la domination du capital mondial, et qui ne pourront le faire sans la reprise de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans les pays de capitalisme développé.

(A suivre)

seule et précise fin d'empêcher, ou tout au moins de retarder, la radicalisation des masses, poussées par les souffrances atroces de la guerre vers « ces voyous de Karl et de Rosa » : création de l'Arbeitsgemeinschaft comme aile indépendante de la social-démocratie en 1916 ; fondation du parti So-cial - démocrate Indépendant comme organisation autonome en 1917 ; création des « délégués (ou capitaines) révolutionnaires » (révolution are Obleute) dans les deux dernières années de la guerre, comme « tampon » entre le parti et les masses dont les puissantes manifestations étaient un sujet de préoccupations croissantes; participation paritaire (Trois contre trois) avec les sociaux-démocrates au « Conseil des commissaires (ou Délégués) du Peuple », le nouveau gouvernement présidé par Ebert. C'est à celui-ci, en effet, qu'après la vaine tentative du prince Max von Baden d'assurer une paisible transition de la guerre à la paix, l'Etat-major lui-même et le gros de la bour-geoisie confient le destin du pays: il se tire magnifiquement de cette charge, bercant le prolétariat de vains espoirs, ôtant peu à peu tout pouvoir à ses organes de lutte, les « conseils », protégeant la propriété et la personne des capitalistes, sauvegardant l'appareil bureaucratique et militaire (bien que ce dernier ait été réduit) de l'ancien Empire, bref préparant le terrain à l'avenement de la très bourgeoise République de Weimar. Nous avons également rappelé que même la « proclamation de la république », incorrectement attribuée, au 4me Congrès de l'Internationale, au mérite des sociaux-démocrates majoritaires et indépendants unis, et considérée comme un service rendu... à la cause du prolétariat, est en réalité le fruit du hasard, ou si l'on veut... du coup de génie du futur bourreau Scheidemann, qui devant le spectre de Liebknecht, du bolchevisme, bref de la révolution, vit qu'il importait de le conjurer au plus vite, en donnant au « monstre » de la « rue » la satisfaction illusoire d'une « conquête » immédiatement tangible, la chute du régime impérial, ou plutôt de son incarnation profane, Guillaume

C'est en vain que plus tard les Indépendants prétendront, par une ignoble démagogie pseudo-révolutionnaire, purifier leur mains souillées au cours de la période la plus orageuse et la plus décisive de la fin 1918, en se déchargeant des pires infamies sur les sociaux-démocrates majoritaires : en vain, parce que tout le travail de sauvetage des institutions bourgeoises, de démantèlement des « Conseils » d'ouvriers et de soldats, de conservation de l'ancien appareil militaire, administratif et policier, porte leur signature à côté de celle d'Ebert, de Scheidmann et de Noske ; c'est à eux tout comme à ces derniers, que remonte le décret qui fixe à la fin janvier 1919 les élections à la Constituante : c'est ensemble qu'ils prirent la décision d'exclure Liebknecht et R. Luxembourg du Congrès des Conseils (16 - 20 décembre) qui transfèrera tous les pouvoirs effectifs au « Conseil des députés du peuple » et qui réduira le comité exécutif des Conseils ouvriers à des organes purement consultatifs; c'est à eux exclusivement qu'on doit la loi « révolutionnaire » qui insère ces mêmes Conseils dans l'appareil légal de cette république de comédie, et qui les étrangle ainsi sous le prétexte de créer les « bases » de la... dictature du prolétariat en plein régime démocratique bourgeois.

La tragédie du mouvement révolutionnaire allemand et de ses héroïques représentants fut de n'avoir pas compris qu'une fois consommée la trahison d'août 1914 le rôle de la droite et du centre de la social-démocratie devait irrévocablement être celui-là, et que la reprise de la lutte de classes pour la conquête révolutionnaire du pouvoir aurait pour

condition nécessaire la défaite de ces véritables agents de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat. La puissante vision de R. Luxembourg, dans les sombres journées de 1914-1915, d'une reconquête par la classe ouvrière de son programme trahi et piétiné, ou, pour re-prendre les termes de Marx, de son parti historique contre son parti formel fait de traîtres et de pharisiens, devint chez les futurs Spartakistes la vaine et épuisante lutte pour la reconquête du parti formel, ce parti dont le destin était désormais tracé et qu'il fallait dénoncer comme un ennemi, au lieu de le regretter comme la bonne vieille « maison commune ». Les Spartakistes restèrent dans la social-démocratie qui pourtant les persécutait ou les dénonçait au pouvoir établi ; au printemps de 1917, ils entrèrent dans le Parti Indépendant en échange d'une promesse d'« autonomie » organisationnelle et programmatique, qu'il était d'autant plus utile de leur accorder que leur appartenance à ce corps considéré par euxmêmes comme étranger empêchait les masses prolétariennes en ébullition, ou du moins leur avant-garde — la seule qui comptât vraiment dans l'im-mense tragédie de la chute de l'Internationale — de reconnaître en eux, dans le seul courant qui se soit battu à corps perdu contre la guerre sur le terrain de la lutte révolutionnaire de classe, son unique direction pour les batailles présentes et futures. Ils s'en remirent à une spontanéité qui, dans les limites où on peut en parler sérieusement, ne trouve sa voie dans des situations de très haute tension *que si* cette voie a été tracée grâce à un long travail obligatoirement solitaire par des forces organisées travaillant contre le courant, guidées par un programme jamais dissimulé et clairement traduit dans une organisation spécifique; cela signi-fiait pendant la guerre, et Lénine le savait bien, contre tous et contre tout. Et ce n'est pas un hasard si c'est justement Lénine qui, rendant hommage à l'auteur de la "brochure de Junius" pour son esprit de classe et son internationalisme inflxibles, regretta dans les thèses des Spartakistes l'absence de dénonciation non seulement du social-chauvinisme ouvert, mais du centrisme hypocrite et mensonger, qui représente le péril et l'ennemi n° 1 de la reprise révolutionnaire du prolé-

Plus tard, trop tard, à la fin du mois de janvier 1919, les Spartakistes trouveront, ne disons pas la force, mais la conscience de la nécessité de la rupture organisationnelle, pour se constituer en parti : trop de mains - dira notre courant avaient été tendues à leurs « frères » de quatre années auparavant dans l'illusion, généreuse mais fatale, d'en sauver au moins les éléments « sains » ; trop de mains seront encore tendues le mois suivant, quand le prolétariat berlinois descendra dans la rue, et que les Indépendants, avec leur cohorte de « capitaines révolutionnaires », en prendront la tête, en poussant à la lutte d'un côté. et de l'autre en tentant de se présenter comme des « médiateurs neutres » (!) avec le gouvernement dont ils étaient sortis comme par hasard quelques jours avant la naissance du Parti Communiste d'Allemagne; l'héroïque prolétariat berlinois se battra contre les détache-

ments armés constitués à la hâte avec la lie des anciens officiers du Kaiser et de leur suite de mercenaires, et Liebknecht sera prisonnier d'un co-mité révolutionnaire mixte (Indépendants, capitaines révolutionnaires, Spartakistes) dont lui-même dénonçait et dénoncera, dans son dernier et célèbre article, l'action de frein et de désorganisation des masses qu'il fallait au contraire guider et soutenir. La férocité avec laquelle Noske (comme il le rappellera lui-même dans ses mémoires) joua « le rôle de chien sanglant » et lança contre les Spartakistes accusés de tous les crimes les gardes blanches de de l'ancien et du nouveau régime, ne peut nous masquer l'ignoble hypocrisie des « révolutionnaires » de la dernière heure, qui étaient passés du fauteuil ministériel à l'estrade de meeting dans la ferme intention d'aider leurs anciens compères du gouvernement à sévir contre les « voyous » détestés. Ce n'est pas un hasard si la soldatesque qui assassina Rosa et Karl ne toucha pas un cheveu des Haase, des Ledebour, et, est-il besoin de le dire, des Kausty : à ces moments cruciaux de l'histoire, chacun, mécaniquement, en dehors de tout « choix » et de toute réflexion personnelle, reconnaît son camp et sait qui sont ses amis et ses ennemis.

Trop de mains encore seront tendues aux « cousins », après et malgré l'épouvantable massacre qui marqua les mois qui suivirent janvier 1919 en Allemagne, où il ne se passa pas de jour sans que dans chaque ville des masses prolétariennes anonymes se lancent contre les instruments d'un régime qui célébrait pendant ce temps l'inauguration des paisibles travaux de son Assemblée constituante, et, pour reprendre les termes d'Ebert, jetait ainsi un pont « de l'impérialisme à l'idéalisme » (!!) dans la géorgique cité de Weimar, chère au souvenir du serviteur de tous les puissants. Gœthe.

Prisonniers des Comités mix-

tes où ils siégeaient avec les Indépendants et leurs vassaux, soumis à un chantage constant, courtisés à la veille de toute grande manifestation ou de toute grève, et abandonnés en pleine action quand se produisait le choc physique contre les innombrables forces de l'ordre, les Spartakistes seront les victimes d'un nouveau bain de sang à Berlin en Mars; ils se laisseront prendre au plège de la « fictive République des Conseils » (Scheinrepublik), proclamée à Munich par des majoritaires et des Indépendants rebelles, et ils paieront de leur vie, seuls, à la fin d'avril, dans le ennième massacre perpétré par les troupes locales et centrales sous commandement social-démocrate. Quelques mois plus tard (notre journal, le So-viet, le dénonça aussitôt) une nouvelle république soviétique s'écroulait en Hongrie, à cause de la trahison des « alliés » socialistes avec lesquels les communistes avaient accepté de partager le pouvoir, et auxquels ils cèderont les rênes, sous leur ultimatum, « pour empêcher le sang fraternel de couler » (c'est Horty qui se chargera, une fois que les socialistes lui auront cédé le pouvoir à leur tour, de faire couler le sang ennemi, c'est-à-dire celui des ouvriers et des paysans pauvres.)

(A S'uivre)

Les fondements

du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le Nº 1 du " Programme communiste ", aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de
- pâles substituts du parti révolutionnaire. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les "socialistes d'entreprise".

Commandes au " prolétaire ". Prix : 3 F.

(Suite de la 1re page)

ment, et a l'immense tort de présenter la violence prolétarianne comme une violence défensive.

Or, loin de considérer la violence comme le mal suprême en se contentant d'en rejeter la responsabilité sur la bourgeoisie, les communistes doivent observer à égard un comportement scientifique, dépourvu de tout préjugé et surtout exempt de toute concession à l'ennemi. La violence fait partie, au même titre que le développement pacifique, de l'histoire : « Elle est l'accoucheuse de toute vieille société en travail ». Ecoutez ce que disait Marx, et voyez sa réaction à l'annonce d'un « conflit » : « Enfin une bataille ! » Les bourgeois qui sont de grands huma-nistes parleront de l'amoralisme et du cynisme matérialiste du « red terror doctor ». Libre à eux. Mais qu'on ne vienne pas nous dire que sont communistes ceux qui laissent planer l'ombre d'un doute sur le caractère salutaire, historiquement fécond et enthousiasmant de la violence ! La plus perfide ruse que puisse utiliser la bourgeoisie contre le prolétariat est de tenter d'insinuer dans ses rangs cette opinion qu'il est, lui, bien plus « propre », « humanitaire » que la bourgeoisie elle-même, qu'il voudrait abolir la peine de mort et qu'il répugne aux effusions de sang. C'est cette odeur un peu fade de socialisme « libre » et hygiénique qui monte à nos narines quand nous lisons "Lutte Ouvrière".

La salutaire expérience de la révolution russe nous a appris que l'abolition de la peine de mort était une erreur avant la victoire définitive sur le Capital. "Lutte Ouvrière" admet, concède à l'ennemi que la violence est un grand mal qu'on ne pourra malheureusement pas éviter à cause de « l'égoïsme » de la bourgeoi-

Le mouvement étudiant

Vous bondissez d'être comparés aux staliniens, messieurs? Vous criez à la démagogie, à la falsification ? Bondissez, criez tant que vous voudrez, et ensuite, écoutez.

N'est il pas vrai que votre journal se fait le porte parole des étudiants « en lutte contre le capitalisme » ? N'est-il pas vrai que vous protestez, de façon tout à fait démocratique d'ailleurs, contre « le manque de crédits », le « manque de locaux » ? N'estil pas yrai que vous vous indignez de « l'enseigngement au ra-bais » ? Vous n'y voyez pas malice ? Peut-être. Ecoutez donc

Avant de prendre position sur tel ou tel mouvement de protestation, les marxistes, et non les immédiatistes en proie aux démangeaisons activistes, procèdent toujours à une analyse de classe. Que représente-donc le mouvement étudiant, dont vous reprenez les revendications ? C'est ce qu'il aurait fallu se donner la peine d'examiner.

Les étudiants ne sont pas des salariés. Que demandent-ils? Luttent-ils contre la cause profonde, première et unique de toutes les imperfections disent les réformistes, de la monstruosité disent les révolutionnaires, de la société actuelle ? Luttent-ils contre l'exploitation de la force de travail, contre l'extorsion de plusvalue? Absolument pos.

Certes, on nous dira que pourtant la Ligue Communiste pour qui le mouvement étudiant a pu jouer - dans certaines conditions s'empressent d'ajouter d'inénarrables théoriciens -« d'avant-garde conjoncturelle », que l'A.J.S. qui mène le combat étudiant comme « partie intégrante du combat de la classe ouvrière » ont voulu donner au mouvement une orientation marxiste, et prétendu lutter pour la révolution sociale. On ajoutera que la plupart des gauchistes recrutent en milieu étudiant, etc... Ces mouvements sont-ils vroiment communistes?

Tout le problème est là. Et comme le disait si justement Trotsky « en politique, si l'on juge d'après les étiquettes, et non d'après les faits sociaux on est perdu ». Si naus jugeons donc « d'après Trotsky », nous sommes amenés à nous demander qu'est-ce qui fait se dresser tous ces jeunes gens contre l'ordre établi. Notre réponse est claire et matérialiste. En pleine période de contre-révolution, ou alors qu'on commence à peine à en sortir, c'est la curée pour les bonnes

Misère de l'antimonopolisme gauchiste

sie. Nous voyons dans cette opinion une grave erreur. Nous soutenons le caractère indubitable, et nécessaire historiquement de lo violence révolutionnaire, qui est la « suprême valeur », alors que le « suprême mal » est la violence contre-révolutionnaire. Quant au parfum de pharmacie humanitariste, nous le laissons sans regret aux bourgeois. Pour bien faire sentir la différence de ton, pour qu'un air frais et vivifiant nous vienne du XIX^e siècle balayer l'odeur fétide de contre-révolution qui imprègne jusqu'aux journaux gauchistes, citons cette phrase d'un combattant du communisme : « Les vains massacres de-» puis les journées de Juin et » d'Octobre, les longs sacrifices » depuis Février et Mars, le cannibalisme même de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il » n'existe qu'un seul moyen de concentrer et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les douleurs sanglantes de fraccouchement d'une société nouvelle : le » terrorisme révolutionnaire. » (Karl Marx, 18 mai 1849).

Sans doute est-ce le caractère de « masse » de "Lutte Ouqui lui interdit de parler sur ce ton ? En réalité, nous sommes persuadés qu'il ne s'agit pas là d'une nécessité « technique », mais du résultat d'une attitude politique : l'anti-monopo-lisme. Et pour être plus précis, messieurs les trotskystes, nous considérons que votre position fausse sur le problème de la violence est la conséquence de votre programme, qui est au fond identique à celui du P.C.F., comme c'est d'ailleurs le cas pour l'ensemble des « troskystes » et

L'accumulation du capital nécessite dans une certaine mesure et dans une certaine mesure seulement, un accroissement de auglification pour certaines couches de salariés. Mais, alors que les candidats aux postes d'esclaves de luxe se bousculent aux portes des facultés, l'Etat impose autoritairement ses contingentements. Les portes se referment. La chaire de professeur de faculté, le poste de directeur de production s'estompent dans un lointain brumeux et la triste réalité conduit par la main notre étudiant vers la foule anonyme des petits techniciens et des maîtres auxiliaires. Alors s'élève de tout le mouvement unanime, la douloureuse protestation: « Le capitalisme est l'ennemi des sciences, de la culture de l'art, du savoir ». Et, quand le lyrisme s'épuise, on ajoute avec rage: « Des crédits » (nous voulons étudier), « des locaux » (tout le monde entrera), « à bas l'enseignement au rabais » (nous voulons une véritable qualification !).

Et, comme tout ce monde pressent confusément les terreurs du capital, il lui crie « vive la ré-volution ! », et agite à son nez le drapeau rouge.

Ce mouvement-là n'est pas socialiste. Il est, dans l'âme, jusqu'au fond de son être, petit-bourgeois. Il ne lutte pas de façon radicale contre l'exploitation, il veut une « bonne place » dans le système d'exploitation. Il ne lutte pas pour renverser la baraque du salariat, mais pour renverser une cloison dans cette baraque, et pour arriver entier dans la salle des chaînes dorées.

On se demande d'ailleurs com-"Lutte Ouvrière", qui reprend à son compte les « luttes étudiantes », arrive à demander aux ouvriers touchés par sa propagande de renoncer aux « concours internes », aux solutions individuelles et à se battre dans la classe, et pour la classe. On se demande aussi comment on pense avoir une position un tant soit peu logique lorsque, après avoir soutenu les étudiants, on veut lutter dans les usines contre la hiérarchie!

Votre attitude vis-à-vis des étudiants est donc entièrement opportuniste, Messieurs les parti-sans des « idées de Léon Trotsky ». Il n'en est pas autrement d'ailleurs vis-à-vis des classes moyennes en général, dans votre journal, qui est devenu la plus grosse poubelle anti-monopoliste de l'extrême-gauche en l'espace de quelques mois.

Les classes moyennes

Lorsque les classes moyennes, commerçants, artisans et paysans se sont mises à protester contre la pression accrue du grand capital, vous vous êtes sentis responsables. Vous avez pensé : Que de forces ! Si nous pouvions les avoir de notre côté! Et vous vous êtes transformés en quelques semaines en bonnes mamans, débordantes de tendresse pour les « petites gens ». Vous avez pesté contre les grands monopoles !

Jusque là, il vous avait été facile de critiquer la démagogie du MODEF, mouvement réactionnaire de protection de la misère et l'imbécillité campagnardes. L'opportunisme évident du P.C.F. vous sautait aux yeux. Mais n'y avait-il pas un moyen tout de même d'utiliser ce mécontente-ment ? Vous avez alors découvert qu'on ne pouvait se contenter de rabâcher aux paysans le programme général du socialisme (que vous ne connaissez d'ailleurs pas), mais qu'il fallait au contraire leur proposer des objectifs de lutte en commun. Et de laisser entrevoir, pour allécher Jacques Bonhomme, l'Etat bon marché (ô orthodoxie, où vas-tu te nicher !) et peut être, les miraculeux crédits du socialisme. Mais ce paysan n'a pas attendu ces « propositions » pour sortir la fourche, et cogner le gendarme, tout en pestant contre ces « cumulards » ce capitalisme de Paris qui « nous exploite » et « trafique nos marchés ». Mais, dans le domaine des promesses démagogiques, les paysans, tout en daignant exploiter des salariés maoïstes venus les aider à « lutter contre le grand capital », se contenteront, de préférence à un parti rouge, d'un pe-tit Poujade ou Nicoud bien de chez nous.

L'antimonopolisme étouffe le prolétariat

'Lutte Ouvrière' a totalement oublié - au moment où se dessine l'alliance avec Krivine qui, comme chacun le sait, n'est pas un « dogmatique » -, la position classique d'Engels sur la petite bourgeoisie, que Lénine reprit en son temps contre Plékhanov! Plékhanov avait écrit dans son second projet de programme : « La social - démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération de la masse travailleuse et exploitée ». Et Lénipe répliqua avec âpreté : « Pas du » tout. Elle est à la tête uniquement du mouvement ouvrier, et » si à cette classe adhèrent d'autres éléments, ce sont des éléments, et non des classes. » Ceci se passait en 1902. Soixante-sept ans plus tard, le 1er oc-tobre 69, "Lutte Ouvrière" écrivait qu'il fallait « trouver les éléments de base de lutte en commun intéressant l'ensemble des couches populaires ». Que ceux qui ont des yeux voient ! Que ceux qui ont des oreilles enten-dent ! Alors "Lutte Ouvrière", Lénine ou Plékhanov ? Programme communiste ou programme anti-monopoliste?

L'argument classique des partisans de l'anti-monopolisme est que la classe ouvrière n'est pas majoritaire, qu'elle ne saurait rester isolée, qu'elle serait beaucoup plus forte si elle trouvait autour d'elle des alliés. Et tous ces zélés capitaines, fervents partisans de la lutte contre le grand capital, de retrouver des accents prophétiques pour exalter l'union, etc... Et d'expliquer qu'on ne peut rester isolé, qu'il faut se gagner les couches populaires.

Nous nous étonnons de l'extraordinaire sollicitude des Mitterand, des Marchais (eh oui, eux aussi sont « anti-monopolistes »). Car enfin, pour qui connaît l'A.B.C. du marxisme, quelle bizarre conception! Comment la classe ouvrière pourrait-elle être isolée ? La classe qui s'affaire dans les centrales électriques, dans les ports et dans les gares, dans les mines et les raffineries, cette classe qui, moderne Argus, a les yeux fixés sur tout ce qui sue le profit, sur le cœur et le cerveau de la civilisation moderne, cette classe-là pourraît être isolée ? Allons messieurs, un peu de mémoire ! Il y a trois ans, lors de la grève générale, lorsque cette classe s'isola en croisant ses bras dans les usines, le reste de la nation n'a-t-il pas senti toute sa force ? Et cet isolement, que vous dites si funeste,ne lui a-t-il pas valu les seules augmentations de salaire relativement importantes de l'après-guerre ?

Ces messieurs crient : Vous isolez la classe ouvrière ! Eh bien, notre but ne peut être que celui-là ! Isolement de toute infection petite bourgeoise, nationaliste et mercantile, isolement de tout réformisme, de tout pacifisme social, de tout arrivisme syndicaliste! Alors la classe retrouvera son propre programme historique : la dictature du prolétariat. Alors, si le prolétariat tient ferme dans la bataille, au plus fort de la crise, après avoir été d'abord rejetée du côté du grand capital, dans les gigantesques convulsions sociales où elle aura été ballotée de tous côtés, épuisée, défaite, contrainfe, parce qu'elle n'aura plus aucune autre

promesses, la petite bourgeoisie la pate : le Communisme. Mais celui-ci ne l'écrasera plus ; il n'uti-

solution, sans illusions et sans plus pauvre désertera en masse le camp du grand capital, et pliera le genou devant le nouveau des-

naire jusqu'au bout. Voilà quelle est la position du Parti Communiste International. La classe ouvrière lutte seule, contre la socontre le Capital en général, et, au cours de la lutte, qui ne saurait être que sauvage et brutale, le plus grand nombre des petitsbourgeois malheureux, ou du moins une grande partie de tous ceux qui travaillaient la nuit pour conserver leur boutique minable ou leur champ grevé d'hypothèques, lasse d'endurer les souffrances du capitalisme, passera dans le camp du prolétariat. dent « trouver » (dès aujourd'hui) un programme de lutte en

> bien loin d'amener des alliés au prolétariat, trahissent sa cause. Les communistes doivent faire venir la petite bourgeoisie sur le programme du prolétariat. Eux font venir le prolétariat sur le programme de la petite bourgeoisie. Vous avez des doutes, Messieurs les trotskystes, vous voulez encore des preuves? Encore

> commun contre les monopoles,

Mais les gauchistes qui préten-

lisera pas son pouvoir pour pro-

longer sa misère hautaine et mé-

diocre, mais la délivera enfin des

Voilà quelle était la vision du

bourgeoise tout entière,

lourdes chaînes de la propriété.

"Manifeste communiste" de 1847

qui écrivait que la classe ouvriè-

re est la seule classe révolution-

une fois, que ceux qui ont des oreilles entendent !

L'antimonopolisme liquide le socialisme

Dès que vous avez cru comprendre que l' « Etat à bon marché » dont parle Marx à propos de la Commune pouvait être un objectif de lutte en commun avec la petite bourgeoisie, vous avez commencé à lorgner du côté de la lutte contre l'impôt. Puis, vous avez développé la campagne interclassiste sur les transports en commun. Mais tout cela n'est rien. C'est dans votre numéro 120, à la page 10, que vous avez atteint les sommets, ou plutôt roulé à l'abîme. « 25 milliards engloutis par la guerre du Tchad, voilà où passent les impôts payés par les travailleurs ». Le titre, pesons nos mots et passons, est infâme. Mais cela n'est rien. Ecoutez la suite. « L'argent des impôts sert à entretenir une armée, des policiers et des juges qui condamnent et emprisonnent ceux qui ne peuvent pas payer leurs impôts et les taxes qui pleuvent sur le dos des plus humbles ». Il s'agit bien, n'est-ce pas, de l'union sacrée anti-monopoliste : « A bas l'impôt ». Abolition du salariat, connais pas ! Et maintenant la merveille : « Si l'Etat n'était pas » au service des plus richés, si les » masses populaires avaient le » contrôle de l'argent, etc... ». Les masses populaires ! Le contrôle de l'argent ! Voilà le socialisme antimonopoliste ou le capitalisme populaire! Et ce contrôle de l'argent ! Vive Karl Marx et qu'il repose en paix ! Le grand cœur de la rédaction de "Lutte Ouvrière" se soulève, et monte la jérémiade petite bourgeoise. Ah, si les masses populaires avaient le contrôle de l'argent ! Le capitalisme n'est plus guidé par des lois inflexibles qui font que c'est l'existence même de l'argent qui est synonyme d'exploitation pour les ouvriers, de ruine pour les petits-bourgeois. Non, cette conception est par trop dogmatique et abstraite. Ce sont, voyez-vous, les méchants monopoles qui accoblent « les plus humbles ». Mais si ceux-ci se resaisissent, s'ils prennent le contrôle de l'argent, alors le lait et le miel couleront en abondance.

Bande d'ânes ! N'avez-vous jamais appris dans quelque vieux livre que l'argent est précisément le symptôme et le moyen de la domination du travail mort

sur le travail vivant, de la domination du salarié par le Cupital ? N'avez-vous jamais appris qu'il est impossible de planifier autre chose que l'anarchie tant qu'exis te le capital. Au surplus, écoutez bien ceci, Messieurs, n'avez-vour jamais entendu dire que des le communisme inférieur l'argent disparaît. Vous ne faites pas con fiance à notre sectarisme ? Ecoutez-donc : « Dans l'hypothèse d'une production socialisée, le capital-argent disparaît. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches d'industrie. Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons de travail permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas » (Karl Morx, Capital, li-

Vous voici donc bien attropés Messieurs. Pas d'argent à contrôler sous le communisme inférieur ! Il ne reste donc plus qu'une hypothèse. La société que vous décrivez, pour laquelle vous luttez en commun avec les « petites gens », ne pourrait être qu'un stade intermédiaire entre le communisme inférieur et le capitalisme. Il semble bien qu'il s'agisse de cela. Puisque vous dites, dans l'article cité, qu'on trouverait alors « les capitaux nécessaires pour faire progresser la recherche médicale ». Les masses populaires contrôleraient les capitaux. Nous avons effectivement entendu parler d'une telle société. Certains l'appellent : Démocratie avancée.

Ainsi, Messieurs les antimonopolistes, nous vous avons vu à l'œuvre sur trois questions : le « problème » de la violence, celui « des alliances » et celui de la société socialiste », pour utiliser le vocabulaire du P.S.U. Nous venons d'apprendre que les anti-monopolistes en tout genre de la "Ligue" et de "Lutte Ou-vrière" allaient fusionner, participer aux municipales dans la mesure de leurs forces, et faire voter au second tour pour le P.C.F. Avons-nous besoin de vous dire que cela ne nous a pas étonnes ?

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
" le prolétaire "
1 on: 10 F (100 FB)
6 mais : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)

programme communiste "

et " le prolétaire "

1 an: 25 F (250 FB)

NC	> ^\	:	•	• •	٠		•	•			•	•	٠		•			٠		•	
Pré	no	ms		:		٠	•		•	•		٠	٠		•	•			•	•	•
Ad	res	se	:		•	•	•	•		•	٠	•	٠	•	•			•			
***		pro pro	ole	éto	oi oi	re		ne					n	no or	oi n.	5.	ni	Si	te		
<u>^</u>	_	nto		•		ľ	ét	0	il	e)										

Bulletin d'abonnement